

Texte "ACTION" (mercredi 18 janvier 2006).

Les récentes annonces du Premier ministre marquent une fuite en avant dans une politique libérale qui remet de plus en plus en cause les droits des salariés mais aussi de tous les jeunes, chômeurs, immigrés ... et tourne le dos à une véritable politique de croissance et d'emploi, de justice sociale, de lutte contre les inégalités.

Non seulement l'extension du CNE sous le nom de CPE va se traduire par une précarité généralisée pour les jeunes mais elle constitue un pas de plus dans la "déconstruction" du code du travail et la remise en cause des CDI. Cette mesure s'accompagne de la volonté de généralisation de l'apprentissage comme mode de formation professionnelle à égalité avec les autres voies ; elle s'accompagne aussi d'une incitation au développement des HS et au maintien dans l'emploi au-delà de l'âge de la retraite et du cumul emploi-retraites qui vont à l'encontre d'une amélioration des possibilités d'emploi des jeunes.

En même temps ses annonces sur la réduction des déficits montrent des choix clairs et dangereux : réduction draconienne des dépenses publiques qui impliquent une accentuation des suppressions de postes et de nouvelles pertes de pouvoir d'achat ; maintien voire accentuation des exonérations d'impôts, pour les plus favorisés, et de charges. Cette politique menace à la fois la capacité des services publics à jouer pleinement leur rôle et à contribuer à la lutte contre le chômage mais aussi les conditions de travail, l'emploi, le pouvoir d'achat et les statuts des fonctionnaires. Elle s'accompagne de nouvelles tentatives de remettre en cause les droits et libertés et de développer le tout répressif.

Au plan Européen, en dépit du rejet massif du projet de constitution, le débat au sein du Parlement sur le projet de directive Bolkestein montre le retour en force des thèses libérales : le projet maintient le principe du pays d'origine et les menaces sur les services publics. Cette situation et ce contexte pèsent indéniablement sur la situation dans la Fonction publique, la Recherche et l'Education.

- **Le ministre de la Fonction Publique annonce de fait pour 2006 une nouvelle perte du pouvoir d'achat de l'ordre de 1,3% qui s'ajoute à la perte de 5% entre 2000 et 2004** qui ne fera qu'aggraver la déstructuration de la grille, et la proposition plus de salaires contre moins d'emplois n'est qu'un marché de dupes à la fois pour les personnels et pour les services publics. En outre le ministre en proposant une globalisation, salaires/mesures sociales/mesures statutaires, propose d'abandonner des mesures pour tous au profit de mesures limitées destinées à une minorité et il prétend faire avaliser une démarche qui remet en cause la fonction publique de carrière. Les conditions de la fusion E2-E3 sont caractéristiques d'une inacceptable démarche à minima. La revalorisation de 1,8% des pensions de retraite continue de faire l'impasse sur le rattrapage des pertes antérieures. La FSU refuse totalement cette globalisation et exige d'une part le maintien et la progression du pouvoir d'achat à travers des mesures générales sur la valeur du point d'indice et d'autre part une reconstruction de la grille. **Elle exige par ailleurs l'abandon du texte de 2002 sur l'évaluation/notation.**
- **En application de la loi du 26 juillet 2005 des agents non titulaires** de la Fonction publique sont désormais en CDI. La FSU considère que ces personnels ont vocation à devenir fonctionnaires. Elle réaffirme son exigence d'un bilan de la loi Sapin, d'une négociation pour limiter par la loi les cas de recours aux agents non titulaires et d'un plan de titularisation accessible à tous.

- **Le transfert des personnels et des missions** est mis en oeuvre à l'Education nationale à partir du 1er janvier en dépit de l'opposition des personnels : la FSU rappelle sa condamnation de ces transferts et continue son combat pour la réversibilité. Elle assurera la défense des intérêts des personnels transférés.
- Face aux attaques contre la protection sociale complémentaire des agents de la Fonction publique, la FSU participe à la démarche unitaire mise en oeuvre par les 5 principales fédérations syndicales et la mutualité FP pour défendre les valeurs solidaires.
- **Le projet de loi sur la Recherche** en cours de débat au Parlement non seulement tourne le dos aux exigences de la communauté scientifique mais impulse une dangereuse déstructuration du système de recherche et d'enseignement supérieur français. Les choix budgétaires en ce domaine ne permettent pas d'atteindre les objectifs fixés au plan européen. La FSU exige l'abandon du projet de loi, une nouvelle négociation et une programmation budgétaire pour la recherche publique permettant un développement ambitieux de la recherche.
- **En matière d'éducation** non seulement la loi Fillon s'applique (remplacements, socle commun...) mais "l'apprentissage junior" remet en cause de la scolarité obligatoire à 16 ans ; la "réforme de l'éducation prioritaire" fait en réalité éclater la carte des ZEP et accentue le tri social des jeunes ; la circulaire sur la lecture jette le trouble parmi les parents, ignore la réalité des pratiques des enseignants et va à l'encontre des véritables solutions pour lutter contre l'échec scolaire. Les réductions drastiques des postes mis aux concours de recrutement compromettent l'avenir aussi bien du service public d'éducation que des jeunes candidats qui se voient ainsi privés de la possibilité d'accéder à la fonction publique ; c'est dans ce contexte le décret sur les remplacements et la proposition de développer la bivalence prennent tout leur sens. Au total c'est à une véritable contre réforme à laquelle nous sommes confrontés.

Décisions d'action

2 février La FSU appelle les personnels actifs et retraités à assurer la réussite de la journée de grève et de manifestation du 2 février en y étant porteur de leurs revendications en matière de salaires et de pensions, de reconstruction de la grille mais aussi d'emploi, de défense des statuts et des services publics et notamment dans l'éducation, de leurs exigences pour une autre politique qui assure la réussite de tous les jeunes.

Pour contribuer à la mobilisation, le CDFN appelle notamment les militants à utiliser massivement l'argumentaire commun ainsi que le livre et le diaporama de la FSU sur les salaires.

Au-delà la FSU souhaite rechercher des suites unitaires notamment en direction de l'opinion pour défendre et promouvoir la Fonction publique. Elle souhaite également contribuer à toute initiative interprofessionnelle unitaire. Elle cherchera toutes les convergences avec les autres syndicats de salariés et le syndicalisme étudiant pour mettre en échec le nouveau contrat de travail.

Éducation

La FSU considère que les mesures décidées par l'actuel gouvernement constituent une véritable remise en cause d'une école de la réussite de tous. Elle en exige l'abandon tout comme celui de la loi Fillon. Elle exige le rétablissement des moyens supprimés, une programmation pluriannuelle pour répondre aux besoins du système éducatif à tous les niveaux et la mise en place de mesures visant à lutter efficacement contre l'échec scolaire, réduire les inégalités et assurer la réussite de tous les élèves dans une perspective d'élévation des qualifications (bac pour tous et élargissement de l'accès aux diplômes du supérieur).

Elle se félicite des multiples prises de position qui contestent la politique gouvernementale et des possibilités de convergences qui se dessinent (appels sur la lecture, contre la logique de renoncement...). Elle entend jouer tout son rôle pour rassembler et participer à l'élaboration de véritables alternatives à la politique gouvernementale. Le vote majoritaire des enseignants en faveur de ses syndicats lors des dernières élections professionnelles lui confère une responsabilité accrue et ne peut que l'encourager dans cette voie. Elle confirme sa détermination à contribuer à la construction d'un large mouvement pour une école de la réussite de tous rassemblant personnels, chercheurs, parents, jeunes. **C'est dans ce sens que la FSU a signé et relaye l'appel des chercheurs contre le renoncement.**

La FSU appelle les personnels à assurer la réussite des diverses actions la sur la carte scolaire et les recrutements, de la semaine d'action unitaire du 30 janvier au 4 février et à celle de la grève du 2 février (emploi, salaires, défense du service public d'éducation, baisse des recrutements et suppressions des postes). Elle les appelle à se mobiliser contre les mesures ministérielles (ZEP, apprentissage junior, lecture...) et soutient les initiatives de ses syndicats nationaux et des sections départementales dans ces domaines, notamment les assises de l'éducation prioritaire... **Elle appelle les collègues à s'en tenir aux programmes de 2002 et à refuser les injonctions ministérielles.**

La FSU estime urgent de construire une mobilisation d'ampleur la plus unitaire possible pour résister et faire des propositions alternatives en rassemblant dans la construction d'un large mouvement personnels, chercheurs, parents, jeunes, forces associatives.... Elle estime nécessaire :

- une campagne vers les personnels, l'opinion publique, les parents, les élus (réunions, débats tracts...) pour laquelle elle éditera un matériel fédéral spécifique. Cette campagne doit débiter sans délai
- **une initiative nationale au retour des vacances de février prenant la forme d'une manifestation nationale de grande ampleur couplée à des forums les plus unitaires possible** : elle prend des contacts pour l'organiser en commun dans un cadre unitaire.
- **et de prendre l'initiative d'Etats Généraux pour l'Education**, largement ouverts, conçus comme des débats contradictoires et pluralistes. Ces États Généraux seront préparés par des initiatives dans les départements dès les prochaines semaines dans le cadre le plus large possible.

Services publics : la FSU s'est engagée dès le début de l'action à Guéret et aux côtés des collectifs de défense des services publics et dans la constitution de la Fédération nationale des collectifs pour la défense et le développement des services publics. Elle participe activement à la création des collectifs locaux et à toutes les actions de la fédération sur la base de ses mandats et sera présente à **Lorient les 28 et 29 janvier où sera discuté le Manifeste qui constituera le projet de la Fédération.**

Directive services La FSU participe à la campagne unitaire de carte adressée à J.Chirac et appelle à participer aux deux manifestation.

- **Le samedi 11 février 2006** qui se traduira par une manifestation européenne à Strasbourg et par des initiatives décentralisées dans de nombreuses villes d'Europe.
- **La manifestation du 14 février 2006** à l'appel de la CES et aux côtés du mouvement syndical européen devant le Parlement Européen à Strasbourg lors du débat qui y aura lieu dans cette journée.

Élections

Le CDFN appelle à assurer le succès des listes des syndicats de la FSU engagés dans des élections professionnelles en mars (SNASUB, SNPES-PJJ et UNATOS).